

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

## CANADA

### CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Luc Godbout, Suzy St-Cerny et Gilles N. Larin, *Mesures de progressivité et incidence des réductions de l'impôt sur le revenu*, 9 décembre 2003, 114 pages.

[http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/Mesures\\_progressivite.pdf](http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/Mesures_progressivite.pdf)

**La première étude de la Chaire est publiée : le système fiscal du Québec moins progressif qu'on ne le croit.**

● L'étude se penche sur les effets des réductions fiscales annoncées sur la progressivité de l'impôt sur le revenu. Pour y parvenir, la Chaire a mis en perspective les paramètres pouvant affecter la progressivité de l'impôt québécois sur le revenu et a établi des indicateurs permettant de la mesurer. Après avoir élaboré différents scénarios d'allègement de l'impôt sur le revenu, nous avons analysé leurs effets sur les indicateurs de progressivité par rapport au régime fiscal actuel. Il en ressort que la manière de réduire l'impôt n'est pas une opération neutre sur la progressivité. Dans ce contexte, les scénarios et les résultats obtenus peuvent servir d'outil pour moduler les modifications fiscales selon les objectifs gouvernementaux visés par la baisse de l'impôt sur le revenu. En outre, selon que l'objectif principal vise à maintenir la progressivité actuelle ou qu'il vise une baisse ciblée pour la classe moyenne, la comparaison des indicateurs de progressivité montre les effets des différents scénarios pour les contribuables québécois selon leur revenu et leur situation familiale. De plus, les indicateurs de progressivité permettent également de comparer l'impôt québécois sur le revenu avec celui des autres juridictions. À ce titre, une comparaison avec l'Ontario indique, pour certaines situations, une progressivité supérieure en Ontario qu'au Québec.

## STATISTIQUE CANADA

Statistique Canada, *Cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite*, 23 octobre 2003, 1 page.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/031023/q031023b.htm>

**Un tableau qui démontre la diminution des cotisations des canadiens aux REER pour l'année 2002.**

● Pour la deuxième année consécutive, il y a eu une forte diminution du nombre de Canadiens qui ont cotisé à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), de même que du montant de leur cotisation. Au total, 5 991 440 déclarants ont versé un peu moins de 27,1 milliards de dollars dans un REER au cours de l'année d'imposition 2002. Le nombre de cotisants a baissé de 4,0 % par rapport à 2001, tandis que le montant des cotisations a diminué de 4,8 %.

---

Statistique Canada, *Dons de charité*, 29 octobre 2003, 1 page.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/031029/q031029b.htm>

### **Un tableau sur l'état de la générosité des contribuables canadiens.**

● L'élan de générosité des Canadiens s'est poursuivi en 2002. En effet, leurs dons de charité ont été encore plus élevés que d'habitude. En 2002, les déclarants ont donné plus de 5,8 milliards en dons de charité, en hausse de 6,0 % par rapport à 2001. Le nombre de donateurs est demeuré stable en 2002, soit environ 5,5 millions, et ce, malgré une hausse minime de 0,4 % du nombre de déclarants.

---

## **THE CONFERENCE BOARD OF CANADA**

The Conference Board of Canada, *Performance and Potential 2003-04: Defining the Canadian Advantage*, octobre 2003, 140 pages.

<http://www.conferenceboard.ca/press/2003/pandp03.asp>

(pour le texte intégral de l'étude, s'inscrire gratuitement sur le site)

### **L'étude annuelle sur la qualité de vie des Canadiens et des propositions de mesures afin que le Canada atteigne son plein potentiel.**

● Performance and Potential is The Conference Board of Canada's flagship publication. First published in 1996, its intent is to identify pressing issues that need to be addressed in order to maintain and improve Canadian's high quality of life. This year, we "define the Canadian advantage," the strengths that distinguish us as a competitive global player as we analyze our past year's performance and assess our potential. First, we benchmark Canada against the best countries in the world. This year's analysis finds that our strength lies in the Economy, and our weakness in the Environment categories. We then examine urgent policy issues, such as the Canada-U.S. income gap, our ageing population and the pressures it will place on the health care system, our foreign policy, and fiscal capacity to the year 2015 in an effort to help policy makers make tough but wise choices about areas of focus and priorities for public spending.

---

Mahmood Iqbal, *What Drives Foreign Investment? The Role of Taxation and Other Factors*, novembre 2003, 24 pages.

[http://www.conferenceboard.ca/press/2003/foreign\\_investment.asp](http://www.conferenceboard.ca/press/2003/foreign_investment.asp)

(pour le texte intégral de l'étude, s'inscrire gratuitement sur le site)

### **Une étude sur les divers facteurs qui influencent les investissements étrangers note une augmentation de l'importance des incitatifs fiscaux.**

● The last decade has seen phenomenal growth in foreign direct investment (FDI) worldwide, at a rate outpacing even the growth in production and international trade. While an increasing number of Canadian companies are investing in other countries, Canada's attraction as a place for foreign investment has been decreasing. The Conference Board of Canada reviewed the literature of business experts and economists on the process and the factors that determine FDI flows. Despite the

different approaches taken, their overall findings are very similar. The traditional variables have always been recognized by both sides as the main factors in the flow of FDI. But the world has changed, especially during the last two decades. Globalization, economic integration, and falling regulatory barriers have reduced the significance of traditional variables among nations. The issue of taxes is now a serious concern in location and sourcing decisions- and is growing in importance.

---

James G. Frank, Jane McIntyre, Tracey O'Sullivan, *Canada's Public Health Care System Through 2020 : Challenging Provincial and Territorial Financial Capacity*, novembre 2003.

[http://www.conferenceboard.ca/press/2003/health\\_expenditures.asp](http://www.conferenceboard.ca/press/2003/health_expenditures.asp) (texte intégral sur commande)

### **Une étude sur l'évolution future des dépenses provinciales et territoriales dans le domaine de la santé.**

■ A Conference Board study projects real provincial and territorial health expenditures through to 2020, showing how trends vary among seven components. The results call into question the financial sustainability of the Canadian health care system. Prescription drug and home care costs will occupy an increasingly larger percentage of total health care expenditures until 2020, while the hospital sector takes a smaller share of total provincial health care spending. As a whole, health care spending is going to rise from about 35 per cent of provincial expenditures today, to almost 45 per cent by the year 2020. The report examines expenditures in seven components of the health care system: hospitals; other institutions (such as residential care facilities); physicians; other professionals (such as dentists and chiropractors); home care; drugs, and other health expenditures. Prescription drugs will rise from a total share of nominal provincial/territorial spending of 7.2 per cent in 2001 to 14.6 per cent in 2020. Home care takes up 7.6 per cent in 2020, up from 4.2 per cent in 2001. Hospitals' share reduces from 43.9 per cent in 2001 to 36.6 per cent in the year 2020. Physician services, other professionals, and other institutions will also take up a smaller share of total provincial expenditures.

---

## **INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉES (ICCA)**

Gérard Bérubé, *Imposer ou non les dividendes ?*, CA Magazine, octobre 2003, 2 pages.

[http://www.camagazine.com/index.cfm/ci\\_id/17551/la\\_id/2.htm](http://www.camagazine.com/index.cfm/ci_id/17551/la_id/2.htm)

### **Commentaires : l'impôt sur les dividendes devrait-il être aboli ?**

● Même si l'opposition au projet de loi du président Bush visant à éliminer l'imposition des dividendes a été forte et que ce projet a été dilué, l'idée fait son chemin et demeure le pivot d'un plan de relance concocté pour remettre l'économie sur pied. Et, malgré des contestations justifiées, cette proposition gagnerait à être étudiée.

---

## **MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA**

Ministère des Finances, *Tableaux de référence financiers*, 22 octobre 2003, 67 pages.

[http://www.fin.gc.ca/frt/2003/frt03\\_f.pdf](http://www.fin.gc.ca/frt/2003/frt03_f.pdf)

### **Données statistiques sur la situation financière des gouvernements fédéral et provinciaux et comparaisons internationales.**

● Les Tableaux de référence financiers fournissent des données annuelles concernant la situation financière des gouvernements fédéral et provinciaux. Les données sont présentées selon les comptes publics, suivant les conventions

comptables utilisées dans la présentation de renseignements financiers aux différentes assemblées législatives; elles sont également présentées selon les comptes nationaux, telles qu'elles sont colligées par Statistique Canada et l'OCDE.

---

Ministère des Finances, *Projet de modification de la Loi de l'impôt sur le revenu concernant la déductibilité des intérêts et d'autres dépenses liées à une source*, 31 octobre 2003, 2 pages.

[http://www.fin.gc.ca/news03/data/03-055\\_1f.html](http://www.fin.gc.ca/news03/data/03-055_1f.html)

### **Le ministère des Finances rend publiques des propositions législatives concernant l'expectative raisonnable de profit.**

■ Les propositions législatives ont pour objet de renverser les décisions récentes de la Cour suprême dans les affaires *Ludco, Stewart et Walls*, en introduisant dans la Loi de l'impôt sur le revenu une exigence d'« attente raisonnable de bénéfice » relativement à une entreprise ou un bien afin de pouvoir déduire une perte dans le calcul du revenu. Il est également précisé que le bénéfice, à cette fin, ne comprend pas les gains en capital. Ces mesures entreront en vigueur à compter de l'année 2005. Les commentaires du public sont attendus jusqu'au 31 décembre prochain.

---

## **FRASER INSTITUTE**

Fred McMahon, *Quebec Prosperity: Taking the Next Step*, Studies in Economic Prosperity, no 2, novembre 2003, 82 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/chapterfiles/Complete%20Publication-QuebecProsperity.pdf#>

### **Selon l'auteur, le Québec est plus pauvre qu'il ne devrait l'être, en raison de mauvaises décisions politiques.**

● *Quebec Prosperity: Taking the Next Step* examine le rendement économique du Québec, au Canada et par rapport aux États-Unis, ainsi que son effet sur la politique économique du Québec. La question-clé est à savoir la raison pour laquelle le rendement économique du Québec a été, de façon constante, en dessous de son potentiel : les Québécois sont plus pauvres et plus souvent au chômage qu'il le faudrait. Nous examinerons la structure politique du Québec et son effet sur le rendement économique en utilisant, d'une part, la recherche sur la relation entre divers choix de politique, empirique et révisée par les pairs et, d'autre part, la prospérité et la création d'emplois. On trouve très souvent que les responsables des orientations politiques du gouvernement du Québec ont fait des choix politiques qui restreignent le potentiel économique, tout en augmentant le pouvoir et les ressources du gouvernement. Cette étude se termine par des recommandations politiques qui pourraient engendrer un Québec plus prospère.

---

Jason Clemens, Todd Fox, Amela Karabegovic, Sylvia Leroy, Niels Veldhuis, *Tax and Expenditure Limitations : The Next Step in Fiscal Discipline*, octobre 2003, 36 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/files/TaxExpendLimts.pdf>

### **Les provinces devraient se doter de lois constitutionnelles limitant les impôts et les dépenses gouvernementales.**

● Canada as a nation and its constituent provinces have travelled a difficult path over the better part of the last decade to achieve balanced budgets. It is critical for Canada and the provinces to take the next step on the continuing path towards fiscal responsibility. That next step is the introduction of constitutionally entrenched laws enforcing tax and expenditure limitations (TEs). Balanced budget laws, which exist in eight of the ten Canadian provinces, are substantially different from Tax and Expenditure Limitations (TEs). Balanced-budget laws attempt to achieve just that: the balancing of revenues with expenses

such that debt is not accumulated by government. TELs, on the other hand, attempt to constrain the growth of government spending and taxes regardless of fiscal balance.

---

## INSTITUT C.D. HOWE

Jack M Mintz, Michael Smart, *Brooking no Favorites: A New Approach to Regional Development in Atlantic Canada*, C.D. Howe Institute Commentary, no 192, décembre 2003, 23 pages.

[http://www.cdhowe.org/pdf/commentary\\_192.pdf](http://www.cdhowe.org/pdf/commentary_192.pdf)

### **Les prêts et les crédits d'impôt consentis par le fédéral aux entreprises des Maritimes sont inefficaces et devraient être remplacés par une réduction générale de l'impôt des sociétés dans cette région.**

● This Commentary makes the case for a fundamental reform in the delivery of federal development assistance to Atlantic Canada. It argues that the federal government should replace existing grants and tax credits to businesses with a broad-based reduction of corporate taxes in the region. Existing grant programs are well intentioned, though poorly targeted. Governments are usually not good at picking winners — but losers tend to be very good at picking governments. As well, grants may serve political, rather than economic, objectives. This paper contains a quantitative analysis of the allocation of federal grants in Atlantic Canada in the 1988-to-2000 period, providing evidence that supports this contention. Since direct grant programs are ineffective, we recommend federal business tax reductions for the region. A tax cut for Atlantic Canada could be implemented in a variety of ways; we consider two of them. A federal corporate income-tax rate cut of 6.5 percentage points on Atlantic income could be provided to replace about \$250 million of existing grants. Alternatively, incentives for capital investments could be provided to encourage new activities in the Atlantic. This Commentary argues that a broad-based tax credit at a 10.5-percent rate should replace cash grants, as well as the existing federal Atlantic Investment Tax Credit, which is seriously flawed in design. Under this proposal, we estimate that the effective tax rate on marginal investment projects in the Atlantic region would be almost eliminated for many investment projects.

---

## ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES (ACEF)/CANADIAN TAX FOUNDATION (CTF)

Brian J. Arnold, Jacques Sasseville, et Eric M. Zolt, *The Taxation of Business Profits Under Tax Treaties*, 2003, 320 pages.

ISBN 0-888808-190-1

Pour commander : <http://www.acef.ca/whatsnew/pdf/taxtreaties.pdf>

### **Différents experts font une analyse comparative et approfondie de l'application des conventions fiscales aux multinationales.**

● In a global economy dominated by multinational enterprises, one of the most pressing tax issues is how revenue derived from the taxation of business profits should be allocated among competing jurisdictions. At present, this allocation is governed primarily by the provisions of the rapidly expanding network of bilateral tax treaties. This collection of papers by internationally recognized tax-treaty experts examines the most important aspects of the taxation of business profits under tax treaties, including the permanent establishment and other threshold requirements, source rules, the use of a separate-entity/arm's-length or combined reporting/formulary apportionment approach for the computation of business profits, and the special problems encountered in enforcing taxes against non-residents.

---

## INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Paul Daniel Muller, *La tarification des services publics : avantages et inconvénients*, Notes économiques, décembre 2003, 4 pages.

<http://www.iedm.org/etudes/decembre03.pdf>

### **La tarification des services publics serait une solution valable pour financer les baisses d'impôts.**

■ Le gouvernement du Québec a récemment entrepris un virage serré vers la tarification des services publics - augmentation de la cotisation à l'assurance-médicaments, levée du gel des tarifs d'électricité, augmentation des tarifs des CPE, hausse des tarifs du transport en commun. Le gouvernement se tourne vers la tarification alors qu'il s'est engagé à réduire l'impôt des Québécois de un milliard de dollars par année. Il pourra financer près des deux tiers de ce milliard à l'aide des augmentations de tarifs. Devant ce virage, il convient de se demander quels sont les avantages et les inconvénients de ce mode de financement des services publics. La note économique conclut qu'un recours accru à la tarification peut améliorer l'affectation de ressources publiques limitées vers les activités les plus prisées par les gens, ainsi que vers les gens qui valorisent le plus ces activités. Cependant, les contribuables s'objectent aux tarifs quand ils frappent durement les pauvres ou quand ils sont perçus comme un truc pour financer des baisses d'impôt tout en maintenant la ponction totale du gouvernement dans la poche du contribuable.

---

Institut économique de Montréal, *Le recours au privé en santé : l'exemple suédois*, Notes économiques, octobre 2003, 4 pages.

<http://www.iedm.org/etudes/suede.pdf>

### **Le recours au privé dans le domaine de la santé est une solution à envisager, tout en maintenant un système universel et public.**

■ Il ne se passe pas une semaine sans qu'une manchette dans les journaux ne fasse état d'une situation de crise quelque part dans le système de santé canadien. Malheureusement, alors même que les budgets de la santé constituent le poste de dépenses publiques qui connaît la plus forte augmentation depuis quelques années, la plupart des intervenants dans ce débat semblent incapables de voir le problème autrement qu'à travers la lorgnette budgétaire et bureaucratique. Les propositions de réforme qui retiennent l'attention des politiciens concernent invariablement l'injection de nouveaux fonds publics ou la mise en place de nouvelles structures de surveillance et de planification. L'expérience récente de la Suède nous montre toutefois qu'il est possible d'augmenter l'efficacité du système avec des mécanismes de marché tout en maintenant l'universalité des soins. Malgré la crainte largement répandue selon laquelle un plus grand recours au secteur privé mènera à un système « à deux vitesses », les notions de profit et de concurrence ne sont pas incompatibles avec des soins de santé pour tous. L'existence d'un système parallèle privé est d'ailleurs la norme dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La leçon à retenir pour le Canada est claire : il est possible d'aller beaucoup plus loin dans la décentralisation et la privatisation des services, tout en maintenant un système universel financé par des fonds publics.

---

## INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

Thomas J. Courchene, *Medicare as a Moral Enterprise: The Romanow and Kirby Perspectives*, Enjeux Publics, octobre 2003, 20 pages.

<http://www.irpp.org/pm/archive/pmvol4no1.pdf>

**Réforme du système de santé: le modèle Kirby – permettant un apport du secteur privé et une garantie de soins dans un délai raisonnable – serait préférable.**



■ Dans cette étude, Thomas J. Courchene, chercheur principal à l'IRPP, compare et confronte les valeurs (ou principes de mise en œuvre) sur lesquelles reposent les rapports Romanov et Kirby sur les soins de santé, afin de déterminer lequel est le plus utile pour faire face à l'évolution probable du système de santé. Il identifie tout d'abord quatre principes qui sous-tendent l'introduction personnelle du commissaire Roy Romanow dans le rapport *Guidé par nos valeurs : préparer l'avenir des soins de santé au Canada*. Or, affirme l'auteur, si ces principes ont pu se justifier à certains moments de l'histoire de notre régime d'assurance-santé, ils sont très loin d'offrir un cadre satisfaisant pour assurer un passage réussi à l'ère de l'information. Selon l'auteur, le modèle proposé dans le rapport Kirby correspond beaucoup mieux à l'évolution probable du secteur de la santé au XXI<sup>e</sup> siècle. Il favorise par exemple l'émergence de soins médicaux de pointe en permettant l'apport du secteur privé, et la garantie de soins de santé qu'il comporte s'attaque de front au talon d'Achille du système actuel, i.e. les délais d'attente inacceptables pour obtenir des traitements. Si certains voient dans le modèle Kirby une proposition de réforme trop modeste, le fait qu'il autorise le développement de marchés internes signifie que notre système de santé pourra évoluer de l'intérieur en réponse aux incitatifs économiques, socio-politiques et autres enjeux de santé publique. Selon l'auteur, c'est précisément la condition sine qua non d'un système de santé viable pour le siècle en cours.

---

Sarah Fortin, Alain Noël et France St-Hilaire (dirs.), *Forging the Canadian Social Union: SUFA and Beyond*, novembre 2003.

[http://www.irpp.org/fr/research/re\\_su.asp](http://www.irpp.org/fr/research/re_su.asp) (pour commander)

### **L'Union Sociale : un rêve impossible? Ou comment les provinces pourront s'entendre pour faire face aux problèmes du déséquilibre fiscal, du financement des soins de santé, et bien d'autres.**

● At the close of their 44th annual conference in July 2003, Canadian premiers unveiled a five-point plan "to build a new era of constructive and cooperative federalism." The premiers' ambitious proposals - which included the creation of a Council of the Federation - and their assertion that "the current dynamic of Canadian federalism is not working well enough for Canadians" may have come as a surprise to casual observers of the federal-provincial scene. After all, in the past four years the first ministers have announced a number of "landmark" agreements - starting with the Social Union Framework Agreement (SUFA) in 1999 and leading to the much-touted "health accords" of 2000 and 2003 - that were meant to establish more constructive and co-operative intergovernmental relationships in social policy. In all cases, however, the reality has fallen well short of the rhetoric found in official documents. Forging a social union is a continual challenge for a decentralized and multinational federation like Canada. According to the noted social policy and federalism experts who contribute to this volume, SUFA did not respond satisfactorily to this challenge, on a number of counts: it did not take into account Quebec's view of the federation; it did not help clarify the respective roles of each order of government in social policy; it did not produce effective rules to address the power balance in the federation; and finally, it did not engage citizens meaningfully in setting social priorities. The agreement remains with us, but so do these unresolved issues. Whether it is in the context of the debate on fiscal imbalance, ongoing negotiations on health care financing or the introduction of new social programs, these challenges will re-emerge. Governments, experts and citizens should therefore learn from the SUFA experience, and start to consider better options for the future. This volume on Canada's social union is meant to contribute to this process.

---

Options politiques, vol. 25, no 1, décembre 2003-janvier 2004.

<http://www.irpp.org/fr/po/index.htm>

### **Lettres au nouveau Premier ministre : Paul Martin remplira-t-il ses promesses?**

■ Ce numéro de la revue Options politiques est entièrement consacré au nouveau premier ministre. Les experts y vont de leurs conseils, analyses et suppositions quant aux intentions de Paul Martin, dans tous les domaines, notamment : système de santé, financement des municipalités, équilibre budgétaire, relations avec les provinces, environnement, défense nationale, politique internationale et programmes sociaux.

---

Stéphane Turcotte, *À propos du financement des universités et des droits de scolarité au Québec*, Options politiques, Vol. 24, no 10, novembre 2003, 5 pages.

<http://www.irpp.org/po/archive/nov03/turcotte.pdf>

### **Financement des universités : il serait temps de remettre en question le gel des frais de scolarité.**

● En matière de droits de scolarité, les étudiants québécois jouissent d'une situation unique au Canada et en Amérique du Nord. Gelés à un peu moins de 2 000\$, ces droits ne comptent que pour 10,9 p. 100 des revenus des établissements, contre 19,7 p. 100 en moyenne dans le reste du pays. Alors que le niveau de fréquentation des universités tend à progresser et devant la nécessité pour les établissements de disposer d'un financement adéquat pour répondre à la demande tout en demeurant concurrentiels face à leurs vis-à-vis ontariens et américains, il devient urgent de s'interroger sur la part de la facture qui doit être assumée par chacun des acteurs en jeu, nommément l'État, les étudiants et le secteur privé. Parce que la question du financement des universités est indissociable de celle des droits de scolarité, il devient urgent d'explicitier une politique générale des universités qui tienne compte de la part des coûts réels reliés aux études que devrait assumer l'étudiant lui-même.

---

## ÉTATS-UNIS

---

### **TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE – BROOKINGS INSTITUTION)**

Joel Slemrod, *The Role of Misconceptions in Support for Regressive Tax Reform*, 10 novembre 2003, 34 pages.

[http://www.brookings.edu/dybdocroot/comm/events/20031216\\_Slemrod.pdf](http://www.brookings.edu/dybdocroot/comm/events/20031216_Slemrod.pdf)

### **Une excellente analyse portant sur l'impact de la perception erronée des contribuables sur l'avènement de politiques fiscales régressives.**

● In the United States there is considerable popular support for replacing the existing income tax structure with an alternative system, such as a flat-rate tax or a retail sales tax, that almost certainly would feature a more regressive distribution of the tax burden, and for abolishing the most progressive of all federal taxes, the estate and gift tax. This paper demonstrates that much of this support is based on a misconception that these changes would be progressive rather than regressive, mostly because many people believe that the existing distribution of tax burden is regressive.

---

Peter R. Orszag, *Taxes and Income Volatility*, 24 novembre 2003, 1 page.

[http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000581\\_11-24-03TaxFacts.pdf](http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000581_11-24-03TaxFacts.pdf)

### **Un tableau sur l'effet des taux progressifs d'imposition sur les contribuables ayant des revenus variables d'une année à l'autre.**

● In a tax system with increasing marginal tax rates, the tax increase from a boost to income is at least equal to the tax reduction from a decline in income — and is larger if the change in income crosses a marginal tax bracket. As a result, people with volatile incomes may pay more tax than people with the same average income whose incomes do not fluctuate.



---

## INTERNAL REVENUE SERVICES (IRS)

Kim M. Bloomquist, *Tax Evasion, Income Inequality and Opportunity Costs of Compliance*, novembre 2003, 28 pages.

<http://www.irs.ustreas.gov/pub/irs-soi/bloomq.pdf>

### **Une analyse de l'impact de l'augmentation de l'inégalité des revenus sur l'évasion fiscale.**

● This paper argues that widening income inequality contributes to the propensity to evade by both reducing the probability of detection and increasing compliance opportunity costs. Lower detection probability occurs as rising inequality gradually alters the composition of income from being employment-based (i.e., matchable) to investment-based (i.e., non-matchable). Greater economic polarization also increases the financial strain on many former middle-class taxpayers, thus raising their opportunity cost of compliance. In addition, the compliance opportunity costs for wealthy taxpayers also could increase if they perceive a growing exchange inequity between their tax burdens and public sector benefits. This paper tests the hypothesis that rising income inequality contributes to tax evasion in the United States. Empirical analysis for the period 1947-2000 finds a positive correlation between the underreporting rate for wage and salary income and the top decile wage share. This finding suggests that enforcement policies aimed at reducing income tax evasion may lose some effectiveness in an environment of increasing inequality.

---

## CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, *Economic Issues in Taxing Internet and Mail-Order Sales*, The Congress of the United States, octobre 2003, 33 pages.

<ftp://ftp.cbo.gov/46xx/doc4638/10-20-InternetTax.pdf>

### **Une analyse économique de la perception des taxes de vente par les autorités fiscales à l'extérieur de leur juridiction.**

■ The growth of on-line commerce over the past several years has increased remote sales (purchases of items out of state) by billions of dollars in the United States. In this context, all of the 45 states, as well as the District of Columbia, that levy retail sales taxes on purchases made within their borders (local sales) also impose an equivalent "use" tax on remote sales. This Congressional Budget Office (CBO) paper, prepared at the request of the Senate Finance Committee, uses an economic framework to evaluate the various arguments that have been advanced by proponents and opponents of remote collection of sales taxes. After an overview of the remote sales taxation issue, the paper deals with the economic trade-off that remote collection presents and other economic issues in the remote collection debate such as (1) network externalities and market failures, (2) the size of the public sector and (3) the fiscal autonomy of states and local governments.

---

## PUBLIC BUDGETING & FINANCE

H. Chernick et A. Reschovsky, *State fiscal responses to welfare reform during recessions: Lessons for the future*, Public Budgeting & Finance, Fall 2003, Vol. 23, Issue 3, p. 3.

<http://www.blackwell-synergy.com/links/doi/10.1111/1540-5850.2303001/abs/>

(pour commander en ligne)

### **Récession et financement en bloc des programmes sociaux : étude prospective.**

● The 1996 welfare reform transformed open-ended matching grants to states to fixed block grants. This article considers whether, given the new regime, states will be able and willing to meet the need for public assistance during recessions. The accumulation of large balances of unspent federal welfare funds helped states weather the first year or so of the current recession without having to cut programs for needy families. While new fiscal rules promoted positive reform during a period of economic prosperity, they may be leaving states and their most vulnerable citizens at serious risk as the economic and fiscal slowdown continues.

---

## NATIONAL TAX ASSOCIATION

John W. Diamond, Pamela H. Moomau, *Issues in Analyzing the Macroeconomic Effects of Tax Policy*, 56 *National Tax Journal* 447-462 (septembre 2003), 16 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/18c2467d64176df185256dd300649361?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

**Une étude macroéconomique des conséquences d'une baisse des taux d'imposition des particuliers, tenant compte de certains facteurs généralement laissés de côté dans les études.**

● This paper provides a description of issues that are important in determining the macroeconomic effects of tax policy changes. We discuss the role of assumptions about general macroeconomic modeling issues like market behavioral parameters, and the actions of fiscal and monetary authorities. Estimating the revenue feedback effects of tax policy also requires several applied measurement issues that do not typically arise in macroeconomic modeling. Each of these issues introduces significant sources of uncertainty into the macroeconomic analysis of tax policy. We use simulations of a hypothetical 10 percent cut in individual income tax rates to illustrate issues and challenges.

---

Jane G. Gravelle, « *Effects of Dividend Relief on Economic Growth, the Stock Market, and Corporate Tax Preferences* », 56 *National Tax Journal* 447-462 (septembre 2003), 16 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/d298dab518dda4f785256dd300753b12?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

**La non-imposition des dividendes risque de nuire à la croissance économique plutôt que de la stimuler.**

● Dividend relief was proposed for economic stimulus and growth, but is unlikely to be an effective stimulus because much of the tax benefit may be saved. Nor is it likely to affect demand independently through a rise in the stock market: these values only affect pending of stockholders (through income effects). Even if there is a separate effect on consumer or business confidence, the effect on the stock market is unlikely to be large enough to be noticeable. A deficit-financed capital income tax cut would, however, ultimately reduce the capital stock.

---

Robert Carroll, Kevin A. Hassett, James B. Mackie, « *The Effect of Dividend Tax Relief on Investment Incentives* », 56 *National Tax Journal* 629-651 (septembre 2003), 23 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/fbe6fd2590d5a22b85256dd30074dca3?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

**La non-imposition des dividendes et son impact sur les incitatifs d'investissement : une source d'ambiguïté.**

● Reducing the double tax on corporate income has an ambiguous effect on marginal effective tax rates. It depends on the specifics of the policy, the extent of debt finance, whether one adopts the new or the old view of dividend taxes, the identity of the marginal investor, the importance of international capital flows, and the replacement tax regime. We illustrate or discuss each of these sources of ambiguity. We also model the excludable dividend amount (EDA), a feature of the President's dividend tax proposal, and we calculate the marginal effective tax rate for the 5/15 dividend and capital gains tax relief proposal that has become law.

---

Robert E. Brown, Mark J. Mazur, « *IRS's Comprehensive Approach to Compliance Measurement* » 56 *National Tax Journal* 689-700 (septembre 2003), 12 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/f9ac93d60f09c81885256dd3007605d4?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

### **L'IRS explique sa méthode d'évaluation du respect des lois fiscales par les contribuables.**

● The IRS created the National Research Program in 2000 and gave it responsibility for defining, developing and capturing data on filing, payment, and reporting compliance. This paper details how compliance measurement feeds the IRS's strategic planning process, as well as the Tax Gap, which details the differences between what the Service collects from taxpayers and what taxpayers actually owe. We provide detailed information on each of the measures, including definitions, data sources, and how the measures interact with one another. Finally, we examine how these strategic compliance measures differ from other metrics the IRS employs in its enforcement activities.

---

## FRANCE

### ASSEMBLÉE NATIONALE

Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, *Rapport d'information sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (COM (2003) 397 final/ E 2365)*, 23 octobre 2003, 35 pages.

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/europe/rap-info/i1160.asp#TopOfPage>

### **La France appuie la réforme du régime communautaire de la taxe sur la valeur ajoutée.**

■ Le régime communautaire de la TVA fait l'objet de nombreuses dérogations, notamment en ce qui concerne les taux réduits de TVA dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre. Ces dérogations font naître plusieurs problèmes dans l'application de la TVA au niveau de la Communauté européenne : complexité des mesures réglementaires, iniquités entre les États membres, difficultés pratiques pour les contribuables, risques de distorsions de concurrence au sein du marché intérieur. En juillet 2003, la Commission européenne a présenté une proposition de réforme visant à fixer les principales règles du régime communautaire de la TVA. Cette réforme constitue un enjeu important, tant au niveau politique, économique, social et culturel. Ce document propose une étude du système actuel de taux réduits de TVA et conclut à la nécessité d'une réforme majeure, tout en protégeant le droit des États de réduire les taux de TVA dans certains secteurs clés tels que la rénovation de logements, la restauration, les produits culturels et les œuvres d'art.

## INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Suman Basu, Carl Emmerson and Christine Frayne, *An Examination of the IFS Corporation Tax Forecasting Record*, novembre 2003, 36 pages.

<http://www.ifs.org.uk/workingpapers/wp0321.pdf>

### **Une étude qualitative des modèles de prévision des revenus des sociétés.**

● Improved understanding of the sources of errors can aid the development and refinement of the forecasting procedure. This paper considers the range of corporation tax forecasting techniques used by the Institute for Fiscal Studies (IFS) in its annual Green Budget publications. It compares the accuracy of the IFS judgement forecasts, with those made using the IFS forecasting model and the current receipts outturn in terms of their current and short-term predictions. For the current year forecast the most accurate forecast is found, on average, to have been the IFS judgement forecast. This is to be expected since it is able to take into account the information provided by both the IFS model and the current receipts forecasts, as well as other information about the economy and the forecasts produced by the HM Treasury. As the forecasting horizon extends forwards the IFS model is found to have delivered more accurate forecasts than the IFS judgement. The increased precision of the IFS judgement over and above the IFS model does therefore not persist beyond the current year.

---

Mike Brewer and Carl Emmerson, *Two Cheers for the Pension Credit?*, octobre 2003, 19 pages.

<http://www.ifs.org.uk/pensions/bn39.pdf>

### **L'impact du crédit d'impôt pour la retraite sur les revenus des retraités et l'épargne des particuliers.**

● On 6 October 2003, the pension credit replaced the minimum income guarantee as the principal means-tested benefit for families containing an individual aged 60 or over. This Briefing Note examines the impact of this reform. A finding is that with regards to the government's objectives of giving more resources to low-to middle-income pensioners, rewarding pensioners for having saved in the past and encouraging people of working age to save for the future, the pension credit is likely to achieve the first two but not the third. This Briefing Note is set out as follows. Section 2 describes how the pension credit operates and why the problems that occurred with the Inland Revenue's administration of the new tax credits for families with children in April 2003 should not occur with the pension credit. The distributional impact of the reform is shown in Section 3. Section 4 discusses the inevitable problem of incomplete take-up of the new payment. Section 5 discusses the likely impact of the pension credit on saving and Section 6 discusses some of the longer-term.

---

Stephen Bond and Alexander Klemm, *Corporation Tax Reform : A Response to the Government's August 2003 Consultation*, novembre 2003, 16 pages.

<http://www.ifs.org.uk/corptax/bn40.pdf>

### **Analyse et commentaires sur des modifications proposées au système d'impôt corporatif britannique.**

● In August 2003 the government issued a further consultation document on reform to the corporation tax system. This consultation continues a process that started in July 2001 with a consultation document on large business taxation, and which appears to have become an annual exercise. In response to last year's consultation, the IFS published a briefing note, and the issues covered there will not be discussed at length here. The main focus of last year's consultation was the calculation of

taxable income, in particular with respect to capital assets, the schedular system and the distinction between trading and investment companies. The new consultation deals with these issues again. Much of that is repetition, although proposals have become more specific. Particularly noteworthy is a proposed change to the tax treatment of finance leases. This consultation further includes a new topic - the international and particularly the European context of the UK corporation tax system.

---

## INTERNATIONAL

---

### ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)

OCDE, *Réunion du Forum Mondial de l'OCDE sur la Fiscalité*, Ottawa, 15 octobre 2003, 1 page.  
[http://www.oecd.org/document/11/0,2340,fr\\_2649\\_201185\\_16680651\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/11/0,2340,fr_2649_201185_16680651_1_1_1_1,00.html)

#### **Forum mondial de l'OCDE sur la fiscalité : un engagement envers les principes de transparence et d'échange effectif de renseignements à des fins fiscales.**

■ Les 14 et 15 octobre, l'Agence des Douanes et du Revenu du Canada a accueilli une réunion du Forum mondial de l'OCDE sur la fiscalité. La réunion a rassemblé des représentants de 40 gouvernements OCDE et non OCDE qui sont engagés envers les principes de transparence et d'échange effectif de renseignements à des fins fiscales. La question centrale de cette réunion était comment réaliser des règles du jeu équitables mondiales et comment améliorer encore le processus par lequel cette initiative peut être menée plus avant sur la base des principes largement acceptés d'équité et de responsabilité partagée.

---

OCDE, *Régime fiscal des pots de vin versés aux agents publics étrangers dans les pays membres*, 3 novembre 2003, 9 pages.

[http://www.oecd.org/document/10/0,2340,fr\\_2649\\_201185\\_18289482\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/10/0,2340,fr_2649_201185_18289482_1_1_1_1,00.html)

#### **Les pays membres de l'OCDE interdisent la déductibilité des pots de vin versés aux agents publics étrangers.**

■ Ce court document offre une synthèse des mesures législatives adoptées par les pays membres de l'OCDE afin d'empêcher la déductibilité des pots de vins versés aux agents publics étrangers ou encore pour criminaliser de telles pratiques. Actuellement, tous les pays membres de l'OCDE empêchent - ou sont sur le point d'empêcher - la déductibilité des pots de vins versés aux fonctionnaires étrangers.

---

OCDE, *Mise en oeuvre des Conditions cadres d'Ottawa sur la fiscalité - Rapport 2003*, 26 octobre 2003, 40 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/45/16/20500370.pdf>

#### **Derniers développements concernant la fiscalité et le commerce électronique.**

● Le développement du commerce électronique dans les années 90 a posé un certain nombre de problèmes de fiscalité aux gouvernements de tous les pays. Forte de sa longue et fructueuse expérience dans l'élaboration de solutions pratiques pour les questions fiscales internationales, l'OCDE a réagi sans tarder et dès 1998 elle avait adopté les Conditions cadres d'Ottawa sur la fiscalité. Celles-ci exposent un certain nombre de principes que les gouvernements devraient adopter dans leur approche de

la fiscalité du secteur émergent. Depuis 1998, le Comité des affaires fiscales de l'OCDE continue de traduire ces principes en orientations pratiques pour l'application internationale. Ce rapport actualise les travaux du Comité et met en lumière les tâches qui restent à accomplir.

---

OCDE, *Base de données sur les taxes liées à l'environnement*, mise à jour du 10 novembre 2003.

[http://www.oecd.org/document/9/0,2340,fr\\_2649\\_34295\\_18802249\\_119656\\_1\\_1\\_37427,00.html](http://www.oecd.org/document/9/0,2340,fr_2649_34295_18802249_119656_1_1_37427,00.html)

### **Données statistiques récentes concernant les mesures fiscales liées à l'environnement**

■ Cette base de données contient de nombreuses informations pertinentes concernant les taxes, les droits et les redevances liés à l'environnement en vigueur dans plus de 40 pays. On y trouvera, notamment, les recettes des taxes liées à l'environnement en pourcentage du PIB, par habitant ou par assiette d'imposition.

---

OCDE, *Bébés et employeurs : comment réconcilier travail et vie de famille*, vol. 2, novembre 2003, 272 pages.

[http://www.oecd.org/document/21/0,2340,fr\\_2649\\_34533\\_18393237\\_1\\_1\\_1\\_37427,00.html](http://www.oecd.org/document/21/0,2340,fr_2649_34533_18393237_1_1_1_37427,00.html)

(pour le texte intégral de l'étude, commander en ligne)

### **Les mères qui travaillent ont besoin d'un coup de main, selon l'OCDE.**

● Pour bien des mères japonaises, irlandaises et autrichiennes, élever des enfants et exercer un emploi sont deux activités qui s'excluent mutuellement, telle est la conclusion d'une nouvelle étude de l'OCDE. Cette étude montre comment la fiscalité, les prestations versées par l'État, les politiques en matière de garde d'enfants et d'emploi influent sur la décision de fonder une famille.

---

OCDE, *Statistiques des recettes publiques*, octobre 2003, 320 pages.

[http://www.oecd.org/document/35/0,2340,fr\\_2649\\_37427\\_17122275\\_1\\_1\\_1\\_37427,00.html](http://www.oecd.org/document/35/0,2340,fr_2649_37427_17122275_1_1_1_37427,00.html)

(pour le texte intégral de l'étude, commander en ligne)

### **Statistiques fiscales internationales concernant les recettes des administrations publiques.**

● Les données sur les recettes des administrations publiques, et sur le produit de la fiscalité en particulier, constituent la base de la plupart des travaux de description des structures économiques et d'analyse économique, et sont de plus en plus utilisées pour les comparaisons internationales. Cette publication annuelle présente un cadre conceptuel dont le but est de définir les recettes publiques devant être assimilées à des impôts et de classer les différentes catégories d'impôts. Elle constitue également un ensemble unique de statistiques fiscales détaillées et comparables au niveau international, utilisant une présentation identique pour tous les pays de l'OCDE depuis 1965. L'édition de cette année présente deux études spéciales. La première décrit la manière dont les pays utilisent les abattements et les crédits d'impôt pour la mise en oeuvre des politiques publiques ainsi que l'incidence de ces mesures sur les rapports impôt/PIB. La deuxième explique comment la comptabilisation en droits constatés sera introduite dans les Statistiques des recettes publiques l'année prochaine.

OCDE, *Asset Building and the Escape from Poverty: A New Welfare Policy Debate*, novembre 2003, vol. 2003, no. 31, 53 pages.

[http://www.oecd.org/document/46/0,2340,fr\\_2649\\_34533\\_20337326\\_1\\_1\\_1\\_37427,00.html](http://www.oecd.org/document/46/0,2340,fr_2649_34533_20337326_1_1_1_37427,00.html)

(texte intégral disponible gratuitement en ligne)

### **Lutter contre la pauvreté à l'aide de programmes d'aide à la capitalisation.**

● Governments in developed countries have long used, directly or indirectly through their tax systems, policies that subsidise or otherwise encourage the population at large to acquire assets such as financial savings, home ownership, retirement funds, education (human capital) or business capital. These policies seldom reach the poor. In fact, for the poor these policies often do not stimulate saving but rather discourage it. However, the evidence reported in this book is that the poor want to save, and can do so in modest amounts. In fact, they will do so, often with sacrifices greater than either policy makers or the more well-off might imagine. Extending asset-building policies to the poor can represent an effective attack on both poverty and economic and social alienation of the poor, because it has positive welfare effects that income support alone cannot provide. This book establishes the context for a fruitful debate on the merits and demerits of asset building for the poor by setting out the basic ideas involved in asset-building programmes and proposals. It also outlines the social policy advantages that their proponents claim, and documents what the existing programmes and demonstration projects look like.

#### **Équipe de rédaction du Bulletin de veille**

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Denys Allain, Marc Bachand, Dominic Castonguay, Marc Desjardins, Mélanie Dolbec, Amélie Guimont, Pierre-Louis Le Saunier, Hélène Oligny